
CHATEAU DE LANGEAIS
CONTRAT DE CONCESSION

ANNEXE 8
OBJECTIFS CONTRAT

1. Prescriptions minimales de l'Institut de France

La présente Annexe définit les prescriptions minimales et les engagements du Concessionnaire en matière d'exploitation du Site.

Le Concessionnaire se doit de respecter la mission de service public qui lui est confiée dans le cadre du Contrat et qui est définie dans son Article 2.

L'exécution du Contrat doit conduire à valoriser l'image de l'Institut de France et l'importance de la Donation figurant en Annexe 1 du Contrat, en portant leur rayonnement non seulement en France, mais aussi sur le plan international.

L'exécution du Contrat doit permettre d'offrir au public une présentation du Site (bâtiment et parc) de Langeais et de ses meubles et d'objets d'art, agrémentée d'un environnement et de prestations de haute qualité.

Outre la volonté du donateur de créer un Château destiné aux amateurs du Moyen-Age, l'Institut a depuis longtemps souhaité s'adresser à un public large en ayant à cœur de présenter le lieu dans un état d'évocation proche de la reconstitution médiévale entreprise par Jacques Siegfried.

Compte tenu de ces objectifs, le Concessionnaire doit systématiquement veiller à :

- (a) mettre en valeur le Château (son histoire et ses Collections) et respecter les principes fondamentaux de la Donation faite par son ancien propriétaire, Jacques Siegfried ;
- (b) mettre en place une politique scientifique et culturelle de qualité ;
- (c) accroître l'intérêt des visites à travers l'organisation d'évènements et d'animations de telle manière que le Château continue de constituer un élément majeur du paysage culturel français voire international ;
- (d) mettre en place une politique d'accessibilité et de démocratisation de la culture permettant de rendre le Château et ses Collections accessibles au public le plus large ;
- (e) concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion comprenant un volet pédagogique fort ;
- (f) contribuer à la conservation et à la mise en valeur du Site (bâtiment et parc) et des Collections pour favoriser leur rayonnement d'un point de vue patrimonial et architectural ;
- (g) mettre en place une politique commerciale dynamique notamment par le développement d'activités de mises à disposition et la mise en valeur de la librairie-boutique.

Le Concessionnaire doit également mettre en œuvre les actions lui permettant de se conformer aux dispositions de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République*.

2. Engagements du Concessionnaire

[La présente partie de l'Annexe reprendra ici le contenu de la pièce de l'offre correspondante.]

